



Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne
et la défense de ses travailleur-euses

ELEVEURS ET ELEVEUSES DU MASSIF CENTRAL

Pour des
campagnes
vivantes,

**SOYONS
FERMES !**



Notre objectif doit rester la production de lait et de viande et nous devons la défendre.

Nous, Confédérations paysannes des départements du bassin d'élevage Massif Central constatons et dénonçons qu'aujourd'hui et depuis des décennies, le revenu que nous dégageons de nos fermes et notamment d'élevage allaitant et laitier est indigne. C'est bien ce sujet qui a été à l'origine de notre mobilisation massive dans les manifestations agricoles de janvier 2024. **Nous avons défendu et revendiqué un revenu paysan digne comme tous les travailleurs et travailleuses de France.**

Malgré les promesses sans lendemain faites lors du Salon de l'agriculture 2024, la situation sur le terrain empire. Les charges continuent d'augmenter, les retards de paiement de certaines aides s'accumulent, des marchés comme celui de la Bio continuent de s'effondrer et le printemps, historiquement pluvieux, a conduit à des foins de mauvaise qualité et des moissons historiquement basses.

Nos fermes d'élevage sont fragilisées comme jamais. Les effectifs ovins et bovins diminuent fortement et des filières comme le veau de lait disparaissent. **L'élevage français est menacé et l'Etat doit réagir pour endiguer cette spirale.**

Les Confédérations paysannes de nos départements refusent que les fermes d'élevage soient une variable d'ajustement dans les politiques libérales qui nous détruisent.

Le triptyque : Robotique, Numérique et Génétique promut actuellement, nous conduira assurément dans le mur, et consacrera une agriculture de firmes. Nous, paysans et paysannes du Massif Central, avec nos fermes moyennes, seront relégués à l'entretien du paysage ou à l'accueil de centaines d'hectares de panneaux photovoltaïques. Nous le refusons et voulons vivre de nos productions.

Aujourd'hui, l'État doit réagir. **La production de lait et de viande sur nos territoires doit être une priorité.**

Comment ? En garantissant aux éleveur.euses de dégager un revenu de leur métier avec l'instauration de prix planchers. ; en favorisant les systèmes les plus autonomes et économes possibles, en facilitant les installations en élevage et l'exercice du métier

Nos fermes de taille moyenne et les pratiques agricoles qui y sont attachées sont en phase avec les attentes de nos concitoyennes et concitoyens et avec les enjeux climatiques. Nos systèmes de production fortement résilients sont une réponse cohérente et réaliste à la situation inédite dans laquelle nous nous trouvons. Pour peu qu'ils soient dans un marché protégé, c'est-à-dire sans accords de libre-échange.

Notre capacité à produire doit être maintenue afin d'approvisionner les circuits longs et courts des différentes filières animales. Les éleveurs et éleveuses doivent être à nouveau décisionnaires dans nos coopératives afin que nous soyons enfin payés au juste prix et que des facilités soient faites pour la diversification de nos débouchés. L'ensemble des acteurs des filières dépendent de nous, éleveurs et éleveuses. Ils ne manquent d'ailleurs pas de communiquer sur nos savoir-faire auprès des consommatrices et consommateurs. Il donc est primordial d'obtenir une répartition juste et équitable de la valeur ajoutée pour vivre dignement de notre métier.

Un revenu digne c'est la reconnaissance de notre travail quotidien avec nos animaux, de notre capacité à approvisionner les filières avec des produits de qualité, des services que nous rendons à la société que ce soit en termes d'aménagement de nos territoires ruraux grâce à nos pratiques agricoles ou de promotion de notre terroir, où là encore ce sont nos méthodes de production qui sont mises en avant. L'enjeu est de taille : voir les actifs agricoles se renouveler et les fermes d'élevage perdurer.

Les clés d'amélioration de notre futur et de notre existence ne sont pas seulement dans nos mains. Il devient prioritaire que les organismes de développement agricole, en particulier les Chambres d'Agriculture s'engagent dans des projets améliorant nos conditions de travail et la résilience de nos fermes, et réorganisant les filières de transformation et de distribution pour une répartition juste et équitable de la valeur ajoutée. **Il faut arrêter de nous proposer que la fausse solution des agro énergies, le photovoltaïque comme la méthanisation.**

POUR DES CAMPAGNES VIVANTES,

Je vote Confédération paysanne

Chaque voix compte !



*Confédération
paysanne*

Syndicats pour une Agriculture paysanne
et la défense de ses travailleur·euses